

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ

Les Chouchous d'or
www.leschouchousdor.fr
Dernière mise à jour : 23 octobre 2026
Projet à finaliser avant publication

1. Objet

La présente politique explique comment les données personnelles des visiteurs, prospects et clients sont traitées dans le cadre du site internet et de l'activité professionnelle Les Chouchous d'or.

Ces traitements sont soumis au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés.

2. Responsable du traitement

Marie-Laure Bernard - Entrepreneur individuel (EI)

Nom commercial : Les Chouchous d'or

SIRET : 991 122 813 00017

Adresse professionnelle : Résidence Le Dorat, 8 avenue Lénine, 33130 Bègles - France

E-mail : bernardmarielaure821@gmail.com

Téléphone : 06 28 35 70 62

Toute question concernant les données personnelles peut être adressée à ces coordonnées.

3. Données concernées

Selon les échanges et les prestations demandées, les données traitées peuvent comprendre :

- les nom et prénom du propriétaire ou de la personne qui prend contact ;
- l'adresse électronique et le numéro de téléphone ;
- l'adresse nécessaire à la réalisation d'une prestation ;
- le contenu des messages et les informations relatives aux demandes ;
- les informations de réservation, les devis, les contrats et les factures ;
- les coordonnées des contacts autorisés ou à prévenir en cas de besoin ;
- les consignes nécessaires à l'accès au lieu de prestation et à la sécurité de l'intervention ;
- les informations relatives aux animaux, lorsqu'elles sont associées à un propriétaire identifiable ;
- les données techniques de navigation effectivement traitées par le site et ses prestataires.

Seules les informations utiles à la demande ou à la prestation doivent être communiquées. Il est recommandé de ne pas transmettre de données sensibles concernant des personnes, notamment des informations médicales, dans les messages libres.

4. Finalités et bases légales

Répondre aux demandes et préparer une prestation

Les coordonnées et informations communiquées servent à répondre aux questions, étudier les besoins et préparer un devis ou une réservation.

Le traitement repose sur les mesures précontractuelles demandées par la personne. Pour les autres demandes générales, il repose sur l'intérêt légitime de l'entreprise à répondre aux sollicitations reçues.

Organiser et réaliser les prestations

Les données utiles servent à organiser les interventions, communiquer avec le propriétaire et assurer le suivi de la prestation.

Le traitement repose sur l'exécution du contrat.

Gérer la facturation et les obligations administratives

Les données nécessaires à l'établissement et à la conservation des pièces comptables sont traitées pour respecter les obligations légales de l'entreprise.

Gérer les réclamations et les litiges

Les informations nécessaires peuvent être utilisées pour traiter une réclamation et établir, exercer ou défendre les droits de l'entreprise.

Le traitement repose sur son intérêt légitime, sans préjudice des obligations légales applicables.

Assurer le fonctionnement et la sécurité du site

Les données techniques nécessaires sont traitées pour permettre l'accès au site, prévenir les usages abusifs et résoudre les incidents.

Le traitement repose sur l'intérêt légitime à assurer un service fonctionnel et sécurisé. Les traceurs soumis à consentement font l'objet d'un choix préalable distinct.

Publier des témoignages ou des contenus identifiants

La publication d'un témoignage, d'une photographie ou d'une vidéo permettant d'identifier une personne repose sur son autorisation préalable, lorsque celle-ci est nécessaire.

Le refus d'une publication promotionnelle n'empêche pas de bénéficier des prestations.

5. Caractère obligatoire ou facultatif des informations

Les informations indispensables au traitement d'une demande ou à l'exécution d'une prestation sont indiquées comme telles lors de leur collecte.

En leur absence, il peut être impossible de répondre à la demande, d'établir le contrat ou de réaliser la prestation.

Les autres informations sont facultatives.

6. Destinataires des données

Les données sont accessibles à Marie-Laure Bernard et, dans la limite de leurs missions, aux prestataires ou organismes qui doivent en avoir connaissance.

Selon les besoins, il peut notamment s'agir :

- des prestataires techniques du site et de la messagerie ;
- des intervenants chargés de la comptabilité ou de la gestion administrative ;

- des assureurs, conseils juridiques ou du médiateur en cas de réclamation ;
- des administrations et autorités légalement habilitées ;
- des contacts autorisés ou du vétérinaire, lorsque la situation de l'animal et l'organisation de la prestation le nécessitent.

Les données ne doivent être communiquées que dans la mesure nécessaire à la finalité concernée.

Lorsqu'un client communique les coordonnées d'un tiers, il doit l'informer de cette transmission et de l'existence de la présente politique.

7. Prestataires techniques et transferts internationaux

Le site utilise les services de Webador - JouwWeb B.V., situé Torenallee 20, 5617 BC Eindhoven, aux Pays-Bas.

La messagerie professionnelle utilise Gmail, service de Google.

Le recours à ces prestataires peut impliquer des traitements ou des accès aux données depuis des pays situés hors de l'Espace économique européen.

Ces transferts doivent bénéficier d'un mécanisme prévu par le RGPD, tel qu'une décision d'adéquation applicable ou des clauses contractuelles types, accompagnées des garanties nécessaires.

[Avant publication : vérifier les prestataires et sous-traitants effectivement utilisés, les pays concernés et les garanties applicables, puis compléter cette rubrique.]

Les personnes concernées peuvent demander des informations sur les garanties applicables en écrivant à l'adresse de contact indiquée dans cette politique.

8. Durées de conservation

Les durées suivantes constituent les règles de conservation à appliquer dans le cadre de l'activité :

Demandes sans prestation conclue : conservation pendant le temps nécessaire au traitement de la demande, puis suppression au plus tard trois ans après le dernier contact émanant de la personne, sauf nécessité particulière justifiée.

Données des clients : conservation pendant la relation contractuelle. À son terme, seuls les éléments nécessaires aux obligations légales ou à la preuve des droits sont conservés en archivage à accès restreint.

Documents contractuels : conservation, en principe, pendant cinq ans après la fin de la relation contractuelle, sous réserve d'une obligation spécifique ou d'un litige justifiant une autre durée.

Pièces comptables et factures : conservation pendant dix ans à compter de la clôture de l'exercice concerné.

Consignes d'accès et codes confiés : conservation uniquement pendant la période où ils sont nécessaires à la prestation, puis suppression, sauf accord pour des interventions régulières.

Témoignages et contenus publiés avec autorisation : conservation selon la durée prévue par l'autorisation et réexamen en cas de retrait de celle-ci.

Données techniques et cookies : conservation selon les durées propres aux outils effectivement utilisés, à préciser dans l'information dédiée.

En cas de contentieux, les éléments utiles peuvent être conservés jusqu'à son règlement définitif et pendant les délais légaux applicables.

9. Cookies et contenus intégrés

Le site peut utiliser des cookies et d'autres traceurs, notamment pour son fonctionnement ou pour des services intégrés.

Les traceurs strictement nécessaires peuvent être exemptés de consentement dans les conditions prévues par la réglementation.

Les autres traceurs soumis à consentement ne doivent être déposés ou lus qu'après un choix positif de l'utilisateur. Le refus doit être aussi simple que l'acceptation et le consentement doit pouvoir être retiré à tout moment.

L'affichage de contenus intégrés, notamment de vidéos, peut entraîner des échanges de données avec leurs fournisseurs.

[Avant publication : compléter la liste des traceurs et services actifs, leurs finalités, leurs fournisseurs, leurs durées et le moyen de modifier les choix. Vérifier le blocage préalable des services soumis à consentement.]

10. Sécurité et confidentialité

Des mesures adaptées doivent être mises en œuvre pour protéger les données contre l'accès non autorisé, la perte, l'altération et la divulgation.

Les coordonnées des clients, les consignes d'accès et les informations liées aux interventions doivent faire l'objet d'une vigilance particulière et rester accessibles uniquement aux personnes qui en ont besoin.

Aucun système informatique ne permet toutefois de garantir une sécurité absolue.

11. Droits des personnes

Dans les conditions prévues par la réglementation, les personnes concernées disposent notamment :

- d'un droit d'accès à leurs données ;
- d'un droit de rectification ;
- d'un droit à l'effacement ;
- d'un droit à la limitation du traitement ;
- d'un droit d'opposition aux traitements fondés sur l'intérêt légitime ;
- d'un droit à la portabilité pour certains traitements automatisés fondés sur le consentement ou le contrat ;
- du droit de retirer leur consentement à tout moment, sans remettre en cause les traitements antérieurs licites ;
- du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données après leur décès.

Ces droits ne permettent pas toujours la suppression immédiate des données, notamment lorsqu'une obligation légale impose leur conservation.

12. Exercice des droits

Les demandes peuvent être adressées :

Par e-mail : bernardmarielaure821@gmail.com

Par courrier : Marie-Laure Bernard - El Les Chouchous d'or, Résidence Le Dorat, 8 avenue Lénine, 33130 Bègles - France.

La demande doit permettre d'identifier la personne et de comprendre le droit exercé. Un justificatif d'identité ne sera demandé qu'en cas de doute raisonnable sur son identité.

Une réponse est apportée en principe dans un délai d'un mois. Ce délai peut être prolongé de deux mois en raison de la complexité ou du nombre des demandes ; la personne en est alors informée dans le premier mois.

13. Réclamation auprès de la CNIL

Toute personne estimant que ses droits ne sont pas respectés peut introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés :

Site internet : <https://www.cnil.fr>

14. Mise à jour

La présente politique peut évoluer pour tenir compte des changements de l'activité, des outils utilisés ou de la réglementation.

La date de mise à jour figure en tête du document. Toute modification importante fait l'objet d'une information adaptée lorsque cela est nécessaire.